

Omer Bartov, historien de l'Holocauste: «Le sionisme ne peut plus être réparé»
Spécialiste réputé du nazisme et du génocide, l'historien Omer Bartov est l'un des premiers Israéliens à avoir alerté sur l'existence, à ses yeux, d'un génocide commis par Israël à Gaza. Dans son dernier livre, il analyse la transformation d'Israël qui a abouti à cette situation
Publié le 17 juillet 2026

L'été dernier, vous faisiez paraître une tribune qui a provoqué un séisme: «Je suis spécialiste du génocide. Je sais reconnaître un génocide quand j'en vois un», disiez-vous à propos de Gaza. Ce génocide est-il encore en cours selon vous?

Omer Bartov: Les massacres à grande échelle n'ont pas lieu en ce moment, mais les gens de Gaza vivent dans des conditions très, très précaires. Nous sommes dans une sorte de «pause» à cause de la situation en Iran et d'un prétendu cessez-le-feu. Mais cette pause survient après des événements dont personne n'assume la responsabilité et en l'absence de la moindre pression pour que des comptes soient rendus devant la justice. C'est difficile d'appeler cela une «trêve». Face à son échec en Iran, le président Donald Trump pourrait chercher un succès ailleurs et tenter de revenir à son soi-disant plan de paix en 20 points pour Gaza. Nous pourrions alors nous trouver devant un nouveau type de suite donnée à un génocide, dans lequel tout le monde en profiterait, excepté les victimes.

Comment cela?

Si le plan Trump est mis en œuvre, même en partie, cela signifiera la construction d'une ville prétendument utopique le long de la côte à Gaza. Les Palestiniens seraient enfermés dans de soi-disant «cités humanitaires», d'où ils ne sortiraient que pour travailler à la construction de cette «Riviera», puis pour servir les riches et célèbres qui viendront d'Europe et d'Amérique. Ainsi, tout le monde y gagne. Israël parce qu'il obtient plus de territoire de Gaza, et qu'il rend les conditions aussi difficiles que possible pour les Palestiniens, dans l'espoir qu'ils finiront par partir. Les Emirats arabes unis et d'autres Etats arabes y gagnent parce qu'ils auront à nouveau de bonnes relations avec les Etats-Unis. Les Etats-Unis eux-mêmes y gagnent parce qu'ils conservent le contrôle de la région, et parce que les magnats de l'immobilier – vous savez, [Jared] Kushner, [Steve] Witkoff et tous leurs amis – vont se faire une fortune colossale. C'est donc un scénario cauchemardesque en lui-même, mais qui pourrait en outre devenir très tentant pour quiconque envisagerait de commettre un génocide à l'avenir.

En anglais, votre livre est intitulé «Israel. What Went Wrong?» («Israël. Qu'est-ce qui a mal tourné?») Au centre de cette question figure l'évolution du sionisme, passé dites-vous d'un mouvement visant à émanciper les juifs à une idéologie d'Etat. A quel moment cela s'est-il produit?

Le sionisme a toujours eu deux visages. Le premier concernait la libération des Juifs, une minorité soumise à une pression énorme du nationalisme ethnique européen et de l'antisémitisme croissant. Mais son autre visage a été celui de la colonisation de peuplement, car une fois que les Juifs ont commencé à venir en Palestine, ils ont empiété sur les terres palestiniennes, et ils étaient soutenus par l'empire le plus puissant du monde à l'époque, qui s'était engagé à créer un foyer juif en Palestine.

C'est un processus long, qui ne se fait pas du jour au lendemain, mais je situerais le point de bascule en 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël, qui est aussi le moment où se produit la Nakba, l'expulsion massive de la population palestinienne. Le choix d'Israël de ne pas se normaliser, de ne pas accepter une Constitution qu'il s'était pourtant engagé à adopter, de ne pas définir ses frontières, tout cela a signifié que le sionisme était effectivement devenu une idéologie politique ethno-nationale. Et cela, sans être soumis aux contraintes légales ou politiques d'un Etat démocratique libéral moderne. Notez que le sionisme avait, de fait, atteint son objectif en 1948 – il avait abouti à la création d'un Etat à majorité juive, qui a été accepté par la communauté internationale.

Cela n'a pas empêché Israël de s'étendre encore après la guerre des Six-Jours...

En 1967, Israël prend en effet le contrôle des territoires où vivent un grand nombre des Palestiniens qu'il avait déjà expulsés en 1948. Il renverse en fait la situation contre lui-même puisqu'il n'est plus un Etat à majorité juive. Or cette situation a produit un impact considérable sur la façon dont les Israéliens juifs perçoivent les Palestiniens. Il y a un processus insidieux de déshumanisation qui n'a rien de particulièrement singulier – tout régime colonial subit ce processus. C'est une déshumanisation des colonisés, qui mène aussi à une déshumanisation du colonisateur.

Dans votre livre, vous détaillez aussi les liens complexes entre l'Holocauste et la transformation du sionisme. En quoi consistent-ils?

Le sionisme va créer un Etat qui se perçoit lui-même comme la réponse à l'Holocauste. A l'origine, c'est une idéologie qui ne regarde pas en arrière, mais vers l'avant, et qui se veut donc en grande partie optimiste. C'est tout le concept du sionisme: normaliser l'existence juive, créer un homme juif nouveau. Mais, progressivement, elle devient une idéologie pessimiste en ce qu'elle est constamment dans l'attente d'un autre Holocauste. Elle transforme la Shoah non seulement en événement historique, mais aussi en une menace future. Et cela a aussi un impact majeur sur la façon dont l'Etat se comporte et dont sa population perçoit la réalité. Pour simplifier, le résultat sera de permettre à l'Etat d'exercer la violence contre tout ce qui est perçu comme une menace existentielle. Or cela arrive à une époque où Israël, après 1973, devient la puissance militaire hégémonique au Moyen-Orient. Ainsi, plus Israël est objectivement en sécurité sur le plan militaire, et plus l'Holocauste est utilisé comme une autorisation pour exercer la violence. La question palestinienne, en ce sens, est au cœur de cette transformation du sionisme en un mouvement de militarisation, de centralisation, d'expansionnisme, de nettoyage ethnique, et, après le 7 octobre 2023, de génocide.

Quel rôle jouent plus précisément l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, et ses suites?

Le meurtre de civils ne peut jamais se justifier. Mais dans sa brutalité, l'attaque du Hamas rejoint beaucoup d'autres cas de l'histoire coloniale. Côté israélien, cela va tout accélérer, en s'inscrivant dans cette notion qu'Israël est confronté à une menace existentielle. Pour une grande majorité d'Israéliens, voici légitimée l'idée qu'il faut «exterminer les brutes», qu'il faut tuer, détruire, éradiquer ces gens qui sont sortis de leur cage pour les attaquer. Ainsi, le processus de déshumanisation qui s'est étendu sur des décennies d'occupation déclenche maintenant une violence extraordinaire et une impunité totale, non seulement en Israël, mais aussi avec le soutien massif des alliés européens et, bien sûr, américain.

Malgré ces critiques frontales, vous refusez de vous proclamer «anti-sioniste». Vous dédiez même votre livre à votre père, ce «dernier sioniste» que vous saluez...

Mon père s'est porté volontaire pour la Brigade juive pendant la Seconde Guerre mondiale alors qu'il avait 17 ans. Il a rencontré les rescapés de la Shoah, et cela a eu un impact énorme sur lui pour le reste de sa vie. Il faisait pleinement partie du sionisme socialiste de gauche, qu'il voyait comme une tentative de créer une société meilleure et plus égalitaire. Mais il était aussi, bien sûr, soldat, tout comme ma mère, pendant la guerre de 1948. Il n'a jamais raconté tout ce qui s'était passé là-bas. Beaucoup de membres de sa génération ont emporté avec eux dans la tombe une grande partie de ce qu'ils avaient vécu et de ce qu'ils avaient fait. Ils ont vu l'expulsion [des Palestiniens], ils ont vu les atrocités, et pourtant ils croyaient encore qu'il était possible de créer un Etat juste et, jusqu'en 1948, un Etat binational. Alors, y avait-il de l'hypocrisie là-dedans? Oui. Le sionisme, en tant que mouvement ethno-national, a-t-il toujours comporté un potentiel de violence? Bien sûr, comme c'est le cas de tous les mouvements ethno-nationaux. S'agissait-il d'un génocide dès le début? Certains le pensent et les Palestiniens le soutiendraient. Pour ma part, je ne le pense pas, même s'il y avait un potentiel de violence considérable.

Loin de ces élans socialistes que vous décriviez, le sionisme porté par l'Etat israélien est désormais nourri d'une forte dimension religieuse. Comment l'interpréter?

Il faudrait remonter aux zélotes de l'époque romaine pour trouver un équivalent. Cette transformation du sionisme en un mouvement religieux fanatique, messianique, suprémaciste juif, est complètement étrangère aux gens de la génération de mon père ou même de mon grand-père, qui était pourtant un juif religieux. Vous savez, je n'essaie pas d'idéaliser cette génération, mais je pense qu'ils avaient une vision du monde humaniste, laïque et idéaliste, qui souvent rencontrait la réalité d'une manière qui n'était peut-être pas aussi flatteuse que les Israéliens le souhaiteraient. Le genre de sionisme qui existe aujourd'hui n'a plus du tout sa place dans le monde et ne peut plus être réparé. Ce n'est pas comme si on pouvait revenir à un bon sionisme. C'est terminé.

Mais le sionisme, je le répète, est une idéologie, et non une identité. De ce point de vue, Israël doit se réinventer sans le sionisme, il doit se redéfinir comme un Etat de tous ses citoyens, et non comme cet Etat de nettoyage ethnique, de génocide, qu'il est devenu sous le sionisme en tant qu'idéologie d'Etat. Cela s'est produit avec d'autres mouvements idéologiques. A un moment donné, ils sont devenus si méprisables que la seule chose qu'on pouvait en faire, c'était de les reléguer aux oubliettes de l'Histoire.

Aux Etats-Unis, en France, mais aussi en Suisse, il est beaucoup question de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste), qui associe étroitement la critique du sionisme et d'Israël à l'antisémitisme. Comment percevez-vous ce débat?

Vous savez, certains des éléments inclus dans la définition de l'antisémitisme de l'IHRA sont franchement absurdes. Prenez le fait de comparer Israël aux nazis. Est-ce antisémite, comme le dit l'IHRA? Les Israéliens se comparent eux-mêmes aux nazis. Ils comparent le Hamas aux nazis. Les nazis sont constamment en arrière-plan, soit pour justifier ce que vous faites, soit pour critiquer ce que vous faites, au point que c'est devenu presque un réflexe en Israël.

Plus largement, il y a beaucoup de gens, y compris des citoyens israéliens, qui se perçoivent comme sionistes, et qui sont pourtant très critiques envers l'Etat, envers le traitement des Palestiniens, et envers l'évolution du sionisme. L'Etat d'Israël existe, il est reconnu par la communauté internationale et ne va pas disparaître. Tout ce verbiage pour savoir si l'on est pour ou contre l'existence de l'Etat d'Israël n'est que cela: de la propagande. Nous ne pouvons pas le prendre au sérieux. En revanche, nous devons prendre l'antisémitisme au sérieux. L'antisémitisme existe bel et bien, mais il faut identifier ce que c'est. Si l'on brouille les pistes, on ne fait que favoriser son expansion. Si l'on dit que les gens qui protestent contre les actions d'Israël, contre le génocide perpétré par Israël, sont des antisémites, alors on se retrouve dans une contradiction dans les termes parce qu'on tente de justifier le génocide contre les Palestiniens en évoquant un autre génocide, celui commis contre les Juifs. Or un génocide ne peut jamais être justifié.

Un autre point clé de cette définition de l'antisémitisme de l'IHRA est l'unicité de la Shoah. Or, en tant qu'historien, vous vous y opposez. Pour quelle raison?

L'unicité de la Shoah n'est pas un argument historique. On peut en discuter autant qu'on veut, mais historiquement, cela n'a absolument aucun sens. L'Holocauste était évidemment un génocide – et il a joué un rôle central dans la définition du génocide, et dans le fait que l'ONU ait effectivement établi une convention sur le génocide en 1948. Mais alors, nous devons admettre qu'il avait des similitudes génériques avec d'autres types de génocides, non? Il a été commis «dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel», comme le dit la convention des Nations unies. La manière dont cela a été fait, l'ampleur avec laquelle cela a été fait, le groupe particulier qui a été ciblé, le type de régime qui l'a fait, tout cela est bien spécifique. Le régime nazi ne ressemblait pas au régime hutu au Rwanda ou au

régime communiste au Cambodge. Mais si l'on affirme que tous ces événements sont des génocides, alors ils ont bel et bien des points communs.

L'insistance sur l'unicité de la Shoah est devenue de plus en plus un argument idéologique pour autoriser ce que l'on peut faire aux autres, plutôt qu'une leçon à valeur historique. A cause de ce qui nous est arrivé, et parce que le reste du monde, comme on dit, «est resté les bras croisés» pendant que les Juifs étaient assassinés, personne n'aurait le droit de nous dire comment nous devons nous comporter. Lorsque nous sentons que nous sommes confrontés à une menace existentielle, alors nous nous moquons de tout l'édifice du droit international qui a été créé après l'Holocauste pour s'assurer que cela ne se reproduise plus, qu'il n'y ait pas d'autre génocide. A cause du génocide qui a été commis contre nous, nous aurions finalement le droit de commettre un génocide contre d'autres. C'est un argument qui doit être rejeté, il est totalement irrecevable